



**VOICI CERTAINS EXEMPLES DE
STRATÉGIES ACTUELLES DES
GOUVERNEMENTS**



Augmenter l'activité physique : exemples de politiques et de stratégies du gouvernement

Les gouvernements de tous les paliers au Canada ont reconnu l'importance de l'activité physique dans la vie des Canadiens que ce soit d'un point de vue économique pour réduire les coûts des soins de santé et les primes d'assurances ou pour augmenter la productivité des travailleurs canadiens que d'un point de vue de santé pour combattre les maladies chroniques, l'obésité, et les limites d'activités ou que d'un point de vue social pour augmenter le nombre de communautés actives et saines; ou pour une combinaison de certains ou de tous ces points de vue. Pour réduire le fardeau de la santé publique des Canadiens, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont établi initialement un objectif de cinq ans pour réduire l'inactivité physique de 10 % (6 points de pourcentage) jusqu'en 2003, et, selon le progrès en 2003, ils ont adopté un nouvel objectif d'augmenter les niveaux d'activité physique dans le pays et dans chaque juridiction de 10 points de pourcentage avant l'an 2010³. Établies initialement sur l'objectif de 2003, et poussées par ce nouvel objectif agressif, les juridictions fédérales, provinciales et territoriales ont mis en place des stratégies pour promouvoir l'activité physique parmi leurs résidents.

La liste suivante offre des exemples de stratégies proposées et mises en place par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Il est important de noter que ce sommaire ne se veut pas être une liste exhaustive, mais plutôt une brève description de certaines initiatives en cours.

Un engagement à plusieurs niveaux face à l'objectif d'augmenter l'activité physique de 10 points de pourcentage.

Le gouvernement fédéral et tous les gouvernements provinciaux et territoriaux se sont engagés face à un objectif d'augmenter les taux d'activité physique de 10 points de pourcentage dans toutes les populations, avant l'an 2010. Les moyens et les stratégies pour atteindre cet objectif sont différents dans les 14 juridictions du pays, et pourtant on s'entend et on a engagé des fonds pour mettre en place certaines initiatives conjointes supportées par des plans de travail approuvés par les ministres dans ces juridictions.

Un engagement de financement accru pour l'activité physique

Le gouvernement de Colombie-Britannique s'est engagé à doubler les dollars de son fonds *Physical Fitness and Amateur Sport Fund* au cours des quatre prochaines années, pour que le fonds passe de 22 à 44 millions de dollars. Cet engagement de la part du gouvernement représente la première augmentation de budget pour le sport et l'activité physique de Colombie-Britannique en plus d'une décennie (voir <http://www.sport.gov.bc.ca/whatsnew.htm>).

Le gouvernement de Nouvelle-Écosse a augmenté les ressources allouées à ses communautés pour les projets ciblant une augmentation des niveaux d'activité physique. Le gouvernement a affecté 500 000 \$ en octrois d'activité physique. Des octrois jusqu'à 10 000 \$ sont disponibles pour les organismes qui désirent créer ou élargir les occasions d'activité physique pour les résidents de Nouvelle-Écosse (voir <http://www.gov.ns.ca/news/details.asp?id=20040625007>). Par ailleurs, le gouvernement de Nouvelle-Écosse se concentre sur ses initiatives de politiques pour la promotion de la santé selon son programme d'action « *2003 Blueprint* » qui décrit les grandes lignes de sa plate-forme politique. La plate-forme recommande doubler le budget du Bureau de la promotion de la santé dont la priorité est d'augmenter l'activité physique (voir <http://www.gov.ns.ca/ohp/std/publications/2004-2005OHPBusinessPlanApril22b.pdf>).

Le gouvernement de Saskatchewan s'est engagé à fournir 5 millions de dollars du « Community Initiatives Fund ». La contribution financière est le développement du programme *Saskatchewan in motion* qui se concentre sur l'augmentation du niveau d'activité physique parmi ses résidents (voir www.saskatchewaninmotion.ca).

Plusieurs autres gouvernements provinciaux offrent des contributions financières aux organismes des paliers locaux et provinciaux participant à la planification, à l'initiation et aux opérations continues des occasions de sport et de loisir.

Cadre et développement de stratégies

Les Territoires du nord-ouest élaborent actuellement leur *NWT Active Living Strategy* pour augmenter l'activité physique des résidents (lien web non disponible au moment de l'impression).

Le gouvernement de Saskatchewan a élaboré sa stratégie provinciale pour augmenter les niveaux d'activité de la Saskatchewan nommée « *A physically active Saskatchewan – A strategy to get Saskatchewan people in motion* ». Cette stratégie a été élaborée en collaboration avec divers secteurs. En 2002-2003, on a mis sur pied un groupe conseil et de défense à l'appui de cette stratégie (voir <http://www.cyr.gov.sk.ca/index.cfm?page=36> et http://www.cyr.gov.sk.ca/assets/PDFs/PASS_2001.pdf).

Le gouvernement de Colombie-Britannique a organisé des consultations régionales dans l'ensemble de la province. La consultation publique a formé la base de la politique *British Columbia Policy on Sport and Physical Activity*, la raison d'être de l'implication du gouvernement provincial dans les activités physiques et le sport en plus d'offrir un cadre qui formera les stratégies, les programmes et les initiatives de l'avenir (voir <http://www.sport.gov.bc.ca/poldev.htm>).

Supporte la promotion des initiatives de l'activité physique collaboratrice et nationale

De nombreux territoires et provinces appuient et font la promotion d'initiatives collaboratrices et nationales. En voici quelques exemples :

Vert l'action – *Vert l'action* est un organisme national sans but lucratif, de bienfaisance encourageant les Canadiens à rechercher des activités physiques saines, à l'extérieur tout en considérant les questions environnementales (voir www.goforgreen.ca). Quelques programmes de *Vert l'action* incluent *Aller-retour actif et sécuritaire pour l'école*, *Transport actif*, *Rêves de glace*, *Hivert l'action* et *Jardinage pour la vie*.

ÉtéActif – *ÉtéActif* est une initiative fédérale-provinciale/territoriale pour augmenter la sensibilisation des avantages d'un style de vie sain. Cette promotion encourage les groupes et les organisations à mettre sur pied des activités à un niveau local réunissant à la fois des personnes actives et moins actives dans l'activité physique durant la période de six semaines étéActif (voir www.summeractive.canoe.ca).

Le Guide d'activité physique canadien pour une vie active saine – Santé Canada, en collaboration avec la Société canadienne de physiologie de l'exercice a développé et continue à distribuer ces directives pour l'activité physique des adultes, des adultes plus âgés et des enfants et jeunes (voir <http://www.hc-sc.gc.ca/hppb/paguide/intro.html>).

Le gouvernement du Manitoba vient de lancer récemment un site Web consacré à la *Vie saine* dans le but d'informer ses résidents et promouvoir l'activité physique. Cette activité du site Web

fait la promotion de l'utilisation de ces matériaux et programmes (voir <http://www.gov.mb.ca/healthyliving/>).

Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard fait la promotion active d'information pour ses résidents, y compris le Guide d'activité physique canadien pour une vie active saine, le réseau canadien de la santé et Santé Canada en ligne (voir <http://www.gov.pe.ca/infopei/index.php3?number=43157&lang=E&PHPSESSID=48222d693b4365605fa6bd540d7ffcea>).

Appuyer l'activité physique dans des milieux clés

Le gouvernement de l'Ontario appuie le programme *Actif 2010*. *Actif 2010* se concentre sur différents milieux, y compris les communautés, les écoles, les milieux de travail, les résidences, le système récréatif, le système de sport et le système de soins de santé. *Actif 2010* se concentre sur ces milieux pour « atteindre le plus grand nombre d'Ontariens dans le cours de leur quotidien, communiquer/renforcer les avantages d'être plus actifs; fournir le support et l'encouragement dont les personnes ont besoin pour être plus actives; offrir des occasions pour que les personnes soient actives physiquement; retirer les obstacles à l'activité physique » (voir <http://www.activeontario.org/english/index.cfm?fuseaction=Details.showAbout>).

Santé Canada (Gouvernement du Canada) et le Conseil canadien de la santé et de la vie active au travail ont lancé en 2001 le site Web *Une bonne affaire La vie active au travail*, dont le but est de promouvoir les avantages de l'activité physique dans le milieu de travail. Il donne les détails de la recherche dans la région, fournit de l'information sur les études de cas et offre un exemple pour les milieux de travail qui peuvent l'utiliser pour élaborer une « bonne affaire » d'activité physique (voir http://www.hc-sc.gc.ca/hppb/fitness/work/introduction_e.html). Ils ont lancé le programme *Escalier vers la Santé*, pour favoriser l'activité physique en milieu de travail (voir <http://www.hc-sc.gc.ca/pphb-dgspst/sth-evs/english/index.htm>).

Un engagement face aux initiatives pour les enfants et les jeunes ou pour les écoles

Le gouvernement de l'Alberta a présenté la *Daily Physical Activity Initiative* dans les écoles pour augmenter les niveaux d'activité des étudiants et promouvoir des comportements de santé. Au moins 30 minutes d'activité physique quotidienne, reliées à l'acquisition de connaissances, de compétences et d'attitudes dans le programme actuel d'éducation physique seront obligatoires dans les écoles de l'Alberta en 2005 de la 1^{re} à la 9^e année et en 2006 de la 10^e à la 12^e (voir <http://www.learning.gov.ab.ca/ipr/DailyPhysAct.asp>).

En 2004, le gouvernement du Québec a mis sur pied un concours/bourse de 64 000 \$ appelé « École active 2004 » de Kino-Québec, en collaboration avec la Fédération québécoise du sport étudiant, qui offre un support financier aux écoles du Québec pour organiser un projet ou l'achat d'équipement (un comité choisit les écoles gagnantes selon des critères spécifiques) qui intègre l'une de trois actions. En fait, le but est d'augmenter l'activité physique dans un milieu scolaire, par l'établissement de compétences et le développement des attitudes positives face à l'activité physique, augmentant les occasions d'éducation physique et faisant la promotion du déplacement actif et sans danger (voir <http://www.kino-quebec.qc.ca/ecoleactive/index.asp>).

Le gouvernement de Colombie-Britannique a lancé *Action Schools! BC*, conçu pour aider à garder les enfants d'âge scolaire physiquement actifs en « augmentant les occasions pour permettre à plus d'enfants d'être actifs, plus souvent durant la journée scolaire » (voir http://www2.news.gov.bc.ca/nrm_news_releases/2003HLTH0014-000489-Attachment1.htm).

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick participe actuellement à son programme *Communautés scolaires en ACTION!*, un programme pour souligner l'activité physique dans les écoles et encourager les écoles à mettre en oeuvre et à maintenir de tels programmes, y compris l'éducation physique et la santé (voir <http://www.gnb.ca/0000/progs/sport/action-manual-f.pdf>).

Le gouvernement de Nouvelle-Écosse participe actuellement au programme *Active Kids, Healthy Kids*, une stratégie pour augmenter l'activité physique des enfants, des jeunes et des familles dans la province (voir <http://www.gov.ns.ca/ohp/srd/services/recreation.htm>).

Le gouvernement de l'Ontario appuie le programme *Active Schools*, une stratégie pour appuyer les écoles afin qu'elles mettent sur pied ou maintiennent des programmes d'activité physique pour les enfants et les jeunes (voir <http://www.activeontario.org/english/index.cfm?fuseaction=Sectors.showSchools>).

Appuyer l'activité physique dans les populations autochtones

Plusieurs provinces et territoires ont des politiques et des stratégies impliquant et appuyant l'activité physique autochtone. Elles incluent ce qui suit :

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest appuie les occasions de sports et de loisirs autochtones en appuyant l'*Arctic Winter Games*, *North American Indigenous Games*, *The Dene Games - Sahtu Region*, *The Mackenzie Dene Games - South Slave / North Slave / Deh Cho Regions*, et *The Northern Games - Inuvik Region* (voir <http://www.maca.gov.nt.ca/sport/sport.html>).

Le gouvernement de Nunavut appuie les activités sportives et récréatives de l'Arctique menant aux *Arctic Winter Games 2006* (voir <http://www.gov.nu.ca/cley/english/sports.htm>).

Le gouvernement de l'Alberta appuie sa communauté autochtone par le *Future Leaders Program*, *Arctic Winter Games*, et *North American Indigenous Games* de l'Alberta (voir <http://www.cd.gov.ab.ca/asrpwf/aboriginals/index.asp>).